

Le Monde

Urbanisme : la mue des Champs-Élysées attendra 2024

Seul un lifting limité aura lieu avant la tenue des Jeux olympiques. Le copilotage du projet par le privé fait tousser à gauche.



L'avenue des Champs-Élysées, à Paris. TOMMASO DI GIROLAMO/AGF FOTO / PHOTONONSTOP / TOMMASO DI GIROLAMO/AGF FOTO / PHOTONONSTOP

Après des années d'attente, les Champs-Élysées vont enfin bénéficier d'un premier lifting. Les travaux débiteront « *dans quelques semaines à peine* », a annoncé Emmanuel Grégoire, le premier adjoint d'Anne Hidalgo, mercredi 11 mai, à l'occasion de la réunion de « *lancement officiel de la transformation* » de l'avenue parisienne. Au programme : remise en état des trottoirs et des lampadaires, harmonisation des terrasses, végétalisation des pieds d'arbre, plantation d'une centaine de nouvelles pousses, mais également réduction de l'espace dévolu aux voitures sur la place de l'Étoile. Ces travaux, d'un montant d'environ 30 millions d'euros, doivent être terminés fin 2023. La ville en financera la majorité, mais la Solideo, la société de livraison des ouvrages olympiques, versera sa part, les épreuves de sport urbain, d'escrime et de taekwondo devant se tenir place de la Concorde et au Grand Palais.

La vraie « *métamorphose* » de l'avenue la plus connue de la planète, elle, n'est pas pour demain. « *Nous allons refaire la place de la Concorde avant les Jeux olympiques [de 2024], puis la totalité de l'avenue ensuite* », avait pourtant promis M^{me} Hidalgo dans *Le Journal du dimanche*, en janvier 2021. En réalité, le réaménagement de la Concorde n'interviendra qu'après les Jeux, comme le reste de la mue des

Champs-Élysées en « *jardin extraordinaire* ». La rénovation de l'axe majeur qui traverse la capitale d'est en ouest, des Tuileries à l'Arc de triomphe, et se prolonge jusqu'à la Défense, avec ses promesses de plantations d'arbres et de réduction du trafic, rejoint ainsi la liste des grands projets parisiens peu à peu décalés, faute de temps, d'argent ou de consensus. De la même façon, la réfection des abords de la tour Eiffel a de fortes chances d'être repoussée après 2024, le temps de revoir les plans pour ne pas abattre d'arbres, comme vient de s'y engager la Mairie.

Le constat est pourtant unanime : l'avenue des présidents de la République et des boutiques de luxe, de Godard et Zidane, « *a perdu beaucoup de sa splendeur au cours des trente dernières années* », constate avec dépit Jeanne d'Hauteserre, la maire (Les Républicains) du 8^e arrondissement. Les trottoirs sont encombrés et la place de la Concorde est ardue à traverser pour les piétons. Quant aux jardins du bas, ils manquent cruellement de charme et d'aménagements. Résultat : les millions de visiteurs qui se promènent sur les Champs-Élysées prolongent rarement leur déambulation au-delà de la Concorde, considérée comme un verrou. Ceux qui viennent du Louvre en sens inverse sont souvent stoppés, eux aussi, dans leur parcours. Et la « plus belle avenue du monde » est globalement moins fréquentée.

« Ce n'est pas à Louis Vuitton et consorts de payer »

Comment réaménager l'ensemble ? En juillet 2019, à l'initiative de l'UDI et du MoDem, le Conseil de Paris avait voté la mise à l'étude d'un « *ambitieux projet d'aménagement urbain et paysager* » pour l'axe historique Tuileries-Etoile. Mais les entreprises implantées sur place ont été plus efficaces. Réunies au sein du Comité Champs-Élysées présidé par Marc-Antoine Jamet, le secrétaire général de LVMH, elles ont confié un travail similaire à l'architecte Philippe Chiambaretta. Son résultat, qui ramenait la place de la voiture sur l'avenue à deux fois deux voies de circulation, a été suffisamment séduisant pour qu'Anne Hidalgo et son équipe acceptent de nouer avec le comité un partenariat inédit accordant un rôle-clé au privé. Ainsi, c'est le designer Ramy Fischler, choisi et payé par le comité, qui va préparer l'« harmonisation esthétique » des terrasses et contre-terrasses prévue d'ici à la fin de 2023. Pour la suite, surtout, c'est le comité qui va commander à l'agence PCA-Stream une étude de quelques millions d'euros censée dessiner le futur des Champs-Élysées, puis la « *donnera gratuitement* » à la municipalité.

Ce partage des tâches fait déjà bondir une partie de la gauche. Seule élue LFI de Paris, Danielle Simonnet y voit « *une nouvelle preuve de la privatisation de la politique d'urbanisme de la ville* ». Chez les écologistes, Emile Meunier est tout aussi remonté : « *Ce n'est pas à Louis Vuitton et consorts de payer, donc de décider de l'aménagement public, tonne-t-il. Paris n'est pas un showroom pour leurs produits de luxe.* » Si la première étape de la rénovation ne pose aucun problème politique, la seconde risque fort de créer des frictions entre Anne Hidalgo et ses alliés. Or, cet « acte II » est beaucoup plus important : avec le prolongement du jardin des Tuileries sur la Concorde, mais sans réduction des voies sur l'avenue, le budget pourrait atteindre 250 millions d'euros.

Une tentative similaire de participation du privé à l'aménagement de l'espace public avait eu lieu, il y a quelques mois, à la Défense. Inquiets du devenir des tours de bureaux à l'heure du télétravail, le numéro un de Groupama Immobilier, Eric Donnet, et son bras droit avaient mandaté quatre architectes pour imaginer un futur à la dalle et ses abords. Paris la Défense n'avait pas été associé à la démarche. Les projets avaient été présentés à la presse, puis transmis à l'aménageur. C'est le même Eric Donnet qui préside le nouveau Comité de la Grande-Armée, dont la première réunion officielle a eu lieu mi-avril. L'avenue de la Grande-Armée vient justement d'être ajoutée au périmètre du projet de réaménagement des Champs-Élysées.